



Surveillance du marché et expertise technique, 2 rôles de QUALIJUS précieux pour la filière

L'avenue QUALIJUS commence pour moi dès mon premier poste en janvier 1993 dont l'objectif était d'étudier l'opportunité de créer un organisme professionnel d'auto-contrôle des jus de fruits. Suite à l'étude que j'avais pu faire, les professionnels de la filière ont concrétisé leur volonté de mettre en place une structure qui aurait pour objectif d'assainir le marché et ont ainsi créé l'IPJF (Institut Professionnel des Jus de Fruits). Ma mission qui devait durer 3-4 mois au départ a été prolongée puis transformée en CDI en 1994. J'ai donc pu participer à la phase de **construction** et à la vie de QUALIJUS jusqu'en 2004.

Au début des années 90, la profession, non seulement au niveau français mais également au niveau européen, faisait face à un contexte de concurrence déloyale et à une couverture médiatique négative à cause de mauvaises pratiques (comme des surdilutions ou des ajouts de sucre).

« Une quête d'indépendance pour plus de légitimité et de reconnaissance auprès de toutes les parties prenantes. »

Les principales entreprises productrices de jus, et membres d'UNIJUS à l'époque, s'étaient réunies, se nommant le « **club des 4** », et avaient décidé d'utiliser leurs laboratoires analytiques et d'unir leurs moyens pour faire de **grandes campagnes de prélèvement** dans le commerce plusieurs fois par an. Via ces analyses, ils ont pu identifier un certain nombre de pratiques trompeuses et ont décidé de se coordonner pour pouvoir agir contre ces pratiques. Voici les prémices de l'institut d'auto-contrôle de la filière.

Lorsque j'ai été recrutée, le « club des 4 » était en quête de **légitimité**. Il fallait construire une **structure indépendante** vis-à-vis d'UNIJUS pour être reconnu de toutes parties prenantes (entreprises adhérentes et non adhérentes, fournisseurs, instances publiques...). Il y avait un besoin d'**anonymat** et d'**impartialité** pour les interprétations des résultats d'analyse qui ne pouvait pas exister sans la création d'un institut professionnel. Le travail de réflexion a été mené avec les **experts qualité et R&D** de ces quatre sociétés. Je tiens d'ailleurs à souligner l'investissement de ces experts à un moment où il fallait tout construire et auprès desquels j'ai beaucoup appris. Ils ont donné beaucoup de leur temps et ont fait bénéficier l'interprofession de leur **expertise**.

Parce que nous voulions leur montrer que la profession avait décidé de se prendre en main en mettant en place une structure d'auto-contrôle, nous avons souhaité être en lien assez tôt avec la DGCCRF. La démarche a été très bien accueillie. QUALIJUS a même réalisé la formation d'agents de contrôle et de personnel de laboratoire de la DGCCRF pour qu'ils aient une vision complète et concrète de la filière, via des visites d'entreprises et des voyages dans des pays producteurs (Brésil, Espagne...). Cela a scellé la collaboration entre QUALIJUS et la DGCCRF. Des réunions de **partage d'informations** entre les deux structures ont également été mises en place et sont d'ailleurs toujours d'actualité.

Si la création de QUALIJUS, institut professionnel d'auto-contrôle indépendant accompagné d'une procédure en termes d'**audit** et de **traçabilité** nous a permis de gagner en **crédibilité**, la question de la représentativité se posait. Il y a donc eu en parallèle une démarche de sensibilisation des professionnels de la filière pour les faire adhérer à QUALIJUS. L'adhésion à QUALIJUS offrait une sorte de **certification** avec même la possibilité d'apposer un logo sur les emballages. Ce

logo n'a jamais été rendu obligatoire et finalement il n'a jamais eu énormément de visibilité (contrairement à la filière laitière et le logo IPLC).

Pour autant, le principe de l'adhésion reste inchangé : l'objectif étant que les industriels s'engagent à respecter des règles définies dans le **cahier des charges** de l'institut, notamment en termes de **traçabilité des matières premières** utilisées pour les produits finis, via des audits réguliers de leurs sites de production. Cela couvre à la fois les **exigences réglementaires**, les règles définies dans les **Codes de bonnes pratiques** au niveau européen (AIJN) et français (UNIJUS).

L'adhésion à QUALIJUS est encore aujourd'hui un **gage de qualité et de sécurité** pour les distributeurs. C'est d'ailleurs pour cela que, dans les années 2000, la possibilité d'adhérer à QUALIJUS leur a été ouverte.

Au même moment que les opérateurs français cherchaient à agir, les mêmes **réflexions** et discussions avaient lieu au niveau du syndicat européen AIJN. Cela a abouti notamment à la mise en place de standards afin que l'ensemble de la profession puisse travailler avec les mêmes référentiels. Il a très vite été établi que l'organisme qui établissait les règles ne pouvait pas être celui qui les contrôlait. Ainsi a été décidé de mettre en place un organisme professionnel de contrôle européen : l'EQCS (EJCS depuis 2018), structure indépendante de l'AIJN.

Au niveau Européen, l'Allemagne était très présente que ce soit au niveau du syndicat AIJN qu'au niveau des contrôles de matières premières, via la SGF-Irma qui existait depuis plusieurs années. Les professionnels français, via QUALIJUS, ont eu la volonté depuis le début de prendre une vraie place dans les **discussions européennes** et ont su devenir un membre fort de l'institut de contrôle EQCS afin d'enrichir les points de vue et méthode de travail défendus par la SGF et en défendant la position de la France concernant les contrôles du marché qui devaient englober non seulement les matières premières mais également les produits finis.

« La volonté de grandir et de fédérer l'ensemble de la profession au sein de QUALIJUS dans une action commune pour la qualité des produits. »

« Au-delà de la France, une dynamique de structurer la filière des jus de fruits au niveau européen. »

25 ans après sa création, QUALIJUS a évolué car son but premier, qui était d'assainir le marché, a été atteint voire dépassé. Aujourd'hui ce que fournit QUALIJUS, c'est une **expertise technique**, une **surveillance du marché**. Les données QUALIJUS sont précieuses pour établir et **défendre des positions de la filière**. Son rôle est aussi là et garde toute son importance.

Murielle PHAN

Responsable affaires réglementaires et R&D
France & Belgique
Orangina Suntory France

Secrétaire général adjoint QUALIJUS
de 1993 à 2004

Responsable scientifique et technique UNIJUS
de 2000 à 2004.